

19 mars 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Hollande,  
Président de la République, sur la Grèce  
dans la Zone euro, l'attentat terroriste en  
Tunisie et sur les efforts européens en  
matière de défense, à Bruxelles le 19 mars  
2015.

- Quel est votre sentiment sur l'attentat en Tunisie ?

D'abord une immense peine parce qu'il y a de nombreuses victimes, parce qu'il y a deux Français qui sont morts, et parce que pour la Tunisie c'est une épreuve, une de plus, alors que c'est le pays qui a réussi sa transition démocratique, qui a créé cette espérance du printemps arabe, et qui est encore sur le point de réussir. Donc nous devons être solidaires de la Tunisie. Nous sommes dans le chagrin pour nos compatriotes et pour toutes les victimes, et encore au moment où je parle il est possible qu'il y ait une troisième victime française, mais nous n'avons pas encore confirmation.

J'ai envoyé le Ministre de l'Intérieur. Il sera demain en Tunisie pour que nous puissions renforcer encore notre coopération en matière de sécurité, parce que dans la lutte contre le terrorisme, nous devons être exemplaires. Nous le sommes en France, pour nous protéger. Nous devons l'être également avec tous les pays qui peuvent être touchés par ces fondamentalistes, ces djihadistes qui n'ont aucun respect, ni pour la vie humaine, ni, on l'a encore vu, pour le patrimoine, puisqu'ils ont attaqué un musée et des touristes qui s'y rendaient.

- Il y aura en marge de ce sommet une rencontre avec M. Tsipras, le Premier ministre grec, avec Mme Merkel, vous-même et les représentants de l'Union européenne ? Est-ce que vous allez prendre des engagements sur des avances à donner à la Grèce ?

Ce qui va être rappelé dans cette réunion, et aux uns et aux autres, c'est le respect des engagements. Il y a eu un accord qui a été passé le 20 février, et qui a été confirmé le 24 février, et donc nous devons mettre en œuvre cet accord. Les Grecs doivent démontrer qu'ils font les réformes qui sont attendues d'eux, et l'Europe doit mettre à disposition des Grecs les moyens financiers pour honorer les engagements. Donc voilà, la France fait en sorte que la Grèce reste dans la zone euro, que la Grèce soit considérée comme un partenaire, et en même temps elle dit aux Grecs qu'ils ont choisi un gouvernement, ils l'ont fait démocratiquement, mais en même temps il y a des engagements, et ce sont des engagements qui valent pour tous les pays, parce que ce sont les financements de l'Europe qui sont en cause, et les financements également nationaux.

- M. le Président, on dit que la France souhaite mettre sur la table l'effort financier de l'UE sur les opérations militaires, notamment contre le terrorisme. Est-ce que vous allez demander à vos partenaires de participer à cet effort d'un point de vue financier ?

La France fournit un effort pour sa défense et la défense de l'Europe. La France intervient pour lutter contre le terrorisme en Afrique, en Irak, et la France le fait parce que c'est l'intérêt de notre pays, c'est l'intérêt de l'Europe, c'est l'intérêt du monde. Alors lorsqu'on juge un certain nombre de réalités, y compris budgétaires, françaises, il est légitime, il est important, que je puisse rappeler ce que fait la France, mais en même temps je ne vais pas demander quoi que ce soit. Je dis simplement que la France fait son devoir, et que l'Europe doit considérer que ce devoir est utile. Voilà ce que je ferai valoir.

- Vous avez parlé d'engagements de la Grèce, or ces derniers jours la Grèce a montré qu'elle adopterait des lois au profit des plus pauvres sans demander l'avis des institutions. Qu'en pensez-vous ?

Que le gouvernement grec fasse des efforts pour les pauvres, ça n'est pas ça qui me choque. Ce que l'on demande à la Grèce, c'est qu'elle demande aux plus riches de payer des impôts.